une variante autoritaire, l'analyse historique au contraire révèle la complexité de chaque expérience, et met en valeur d'un côté le rôle crucial d'une tendance à la conservation du pouvoir de la part des classes dirigeantes, et de l'autre la pensée sociale catholique.

Traduit de l'italien par Guillaume Alonge

Pour aller plus loin :

MAIER, Charles, *Recasting Bourgeois Europe. Stabilization in France, Germany and Italy in the Decade after World War I*, Princeton, Princeton University Press, 1975.

STOLZI, Irene, *L'ordine corporativo. Poteri organizzati e organizzazione del potere nell'Italia fascista*, Milan, Giuffrè, 2007.

WILLIAMSON, Peter J., *Varieties of Corporatism. A Conceptual Discussion*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.

PRÉCARITÉ ET *PREKARITÄT*

FRANZ SCHULTHEIS

Textes et contextes

Les concepts de *Prekarität* et de *Prekarisierung* sont aujourd'hui si bien établis dans l'analyse critique des sociétés produite par la recherche germanophone que leur usage semble relever de l'évidence. Leur entrée dans les débats sur la société s'étant faite sur un laps de temps très court, il est facile d'oublier que leur usage est le produit d'une histoire récente. En 1998, au sein des réseaux de recherche européens "précarité des jeunes[1]" et "nouvelles formes de gestion de la déviance[2]", un groupe de chercheurs avait entrepris d'analyser les spécificités des approches nationales face au problème du chômage des jeunes ; rapidement, les partenaires allemands du réseau constatèrent que, en dépit d'une traduction très proche du terme original français, le concept de *précarité* n'existait pas dans la langue allemande et que les recherches sur Google de *Prekarität*, aussi intensives fussent-elles, ne donnaient aucun résultat probant. Le choix de ce concept, s'il pouvait apparaître comme un handicap à première vue, était pourtant tout à fait conscient : en effet, contrairement au concept de *Jugendarbeitslosigkeit* (chômage des jeunes) celui de *Prekarität* n'avait alors pas encore fait l'objet d'une codification déterminée par les spécificités de la législation nationale du travail ou le droit social. *Prekarität* apparaissait donc particulièrement bien adapté à la construction d'un regard sociologique transnational sur les réalités sociales vécues par les jeunes. En revanche, l'équipe française intégrée au réseau ne devait guère profiter de l'absence de codification antérieure qui caractérisait le terme allemand car, de ce côté-ci du Rhin, le

1. 1998-2001 : "Évaluation de la mise en œuvre d'une politique de lutte contre la précarité des jeunes dans les pays de l'UE", projet de recherche financé par la Commission européenne dans le cadre du programme TSER (Targeted Socio-Economic Research).
2. 1998-2001 : "Les nouvelles formes de gestion publique de la déviance en Europe", Commission européenne (TSER).

concept de *précarité* relevait du vocabulaire courant et jouissait d'un solide ancrage dans les sciences sociales françaises.

Le mot français *précarité* est d'étymologie assez récente: sa première occurrence connue figure dans le *Dictionnaire universel* de Boiste [1800, 122], où le terme est défini comme "état de ce qui est précaire". L'adjectif *précaire*, plus ancien, remonte quant à lui au XIV^e^ siècle et dérive en ligne directe du terme juridique *precarius*, qui signifie "ce qui ne peut être obtenu que par la prière", une connotation qui reste d'actualité dans nombre de situations contemporaines décrites par le concept de *précarité*.

En France, le terme prit sa signification sociopolitique actuelle à la fin des années 1980; on la rencontre par exemple dans le rapport du Conseil économique et social pour l'année 1987, qui mentionne 2,5 millions de Français vivant "en situation de grande précarité" (Conseil économique et social: rapport "Grande pauvreté et précarité économique et sociale", 10 février 1987, p. 76). Or, en 1989, la création du Revenu minimum d'insertion (RMI), première allocation universelle de l'État social français, constitua le point d'ancrage des débats sociopolitiques contemporains: le fait que *précarité*, mais aussi *exclusion*, deviennent alors des concepts dominants dans ces débats ne doit sans doute rien au hasard. L'émergence du concept de *précarité* procède donc d'une configuration socio-historique spécifique, ou plus précisément d'une conjoncture sociopolitique qu'il faut lire comme une manifestation inédite de la question sociale dans les sociétés capitalistes développées et qu'il convient de mettre en relation avec le nouvel esprit du capitalisme qui s'esquissait dans ces années.

Si, dans l'espace germanophone, le concept de *Prekarität* n'apparut pas avant la fin des années 1990, une véritable avalanche de publications marqua les années suivantes et le concept fut intégré avec une surprenante rapidité dans le débat politique ainsi que dans le vocabulaire des sciences sociales en Allemagne. La création spontanée du terme *Prekarität*, dont les médias s'emparèrent avec célérité, ne favorisa guère une réflexion critique sur la construction de sa signification, bien au contraire. Importé de France, le concept s'est imposé dans le discours germanophone sous le parrainage d'auteurs tels que Bourdieu, Castel, Beau, Pialoux et Paugam. Or, Pierre Bourdieu a souligné à maintes reprises que lors de la circulation des idées par-delà les frontières, les *textes* ont tendance à circuler sans leur *contexte*. Comme des produits de contrebande, les concepts se glissent alors dans un champ du discours distinct de celui qui les a générés, sans que ne soit véritablement posée la question de l'accord sémantique entre le concept traduit et son modèle, au risque de se retrouver avec

un concept devenu simple étiquette trompeuse. Il faut donc se demander si la signification qui est celle du concept de *précarité* dans la culture française est restée intacte lors du transfert vers *Prekarität*. Quelles reconversions, quels changements de connotations et quelles recharges sémantiques le concept a-t-il subis lorsque *précarité* a été germanisé outre-Rhin comme si cette transposition allait de soi? Quelle importance les particularités socio-structurelles et les représentations spécifiques à l'Allemagne du concept de société ont-elles pris dans ce processus?

Cette contribution propose un essai de reconstruction du discours français autour de la notion de *précarité* ainsi qu'une analyse de sa confrontation avec la question sociale allemande dans ses particularités. Pour ce faire, nous nous fondons sur les travaux des deux projets de recherche européens évoqués ci-dessus, portant l'un sur la précarité des jeunes et l'autre sur les nouvelles formes de la régulation officielle des déviances. Notre réflexion se réfère aussi à la socio-analyse de la société française contemporaine proposée par Pierre Bourdieu, ainsi qu'à une étude analogue des rapports sociaux dans l'Allemagne contemporaine inspirée par la première [Bourdieu, 1997; Schultheis et Schulz, 2005]. Enfin, nous aurons recours à une palette d'études sociologiques francophones qui offrent de nouvelles perspectives au discours sur la sociologie de la culture.

Une esquisse des événements qui ont marqué les banlieues françaises fin 2005 sert de point de départ aux réflexions tissées par cette étude. Leur mise en scène et leur spectacularisation par les médias de masse et le milieu journalistique n'enlèvent rien à la manière idéal-typique dont ces événements ont illustré les tenants et aboutissants complexes du concept de *précarité*. Nous pointerons aussi notre lunette sociologique sur des configurations similaires de processus contemporains de transformation sociale provenant en premier lieu du contexte français.

Le retour des classes dangereuses et la renaissance de la question sociale

En 1840, le chef de la police de Paris Henri-Antoine Frégier publiait un livre intitulé *Des classes dangereuses de la population dans les grandes villes*. Dans cet ouvrage, il insistait sur les traits profondément anarchiques des classes dominées et soulignait les rapports de dépendance étroits entre criminalité et lutte sur les barricades ou entre sous-prolétariat et combats de rue. Un siècle et demi plus tard,

cette assimilation des classes laborieuses à des classes dangereuses semble renaître sous la forme inédite "classes chômeuses – classes dangereuses". Or, contrairement à ce que l'on pourrait penser, ce glissement n'a rien d'inattendu. Depuis une vingtaine d'années, analyses sociologiques à large spectre et diagnostics ponctuels ne cessent de démontrer que le feu couve dans les banlieues des grandes villes françaises, de Paris à Marseille en passant par Strasbourg et Lyon, et qu'une simple étincelle suffit à déchaîner l'incendie d'une protestation sociale exprimant violemment un profond mal-être à l'égard de la société. Du point de vue sociologique, les centaines d'épaves de voitures brûlées, les innombrables autobus carbonisés, les infrastructures urbaines détruites, les écoles incendiées, de même que les policiers et les casseurs blessés, ou encore les pavés et les cocktails Molotov, ne sont rien d'autre que les symptômes d'une profonde crise de société. Or, cette crise ne date pas d'hier, mais prend ses racines au point de convergence de lignes d'évolution à long terme et de certaines spécificités de la société française. Dans un processus de sédimentation courant sur les cent cinquante dernières années, les composantes de cette crise de société se sont mutuellement exacerbées et figées strate après strate. Cette dérive ne résulte pas des caprices d'un destin aveugle, mais bien d'un enchaînement de politiques urbaines et sociales à courte vue dont les conséquences devaient s'avérer délétères à long terme [Dubet et Lapeyronnie, 1992] et dont les effets sont décuplés par plusieurs facteurs supplémentaires : chômage de masse (en particulier chez les jeunes), politique d'intégration inefficace (les immigrés de la deuxième génération sont particulièrement touchés par le chômage) et aveuglement constant de la classe politique française. Celle-ci, issue des "incubateurs" élitaires de la noblesse d'État moderne [Bourdieu, 1989], prend ses décisions très loin des réalités qu'éprouvent au quotidien les gens modestes, dont les petites et grandes souffrances trouvèrent il y a une vingtaine d'années leur expression dans le "J'accuse" que constitua *La Misère du monde*, l'étude-choc que Pierre Bourdieu et son équipe leur ont consacrée en 1993 [Bourdieu, 1993].

Dans les banlieues inhospitalières se superposent les schèmes sociaux et ethniques de l'exclusion et de la stigmatisation. Le chômage de masse y touche en moyenne 30 % de la population, taux qui grimpe à 50 % chez les jeunes. Au cours des dernières années, la situation s'est particulièrement dégradée pour les jeunes adultes, dont la situation de précarité constitue un problème chronique connu depuis longtemps. Leur situation semble désormais à ce point sans issue que les éruptions de haine et de rage sont devenues l'ultime moyen

d'expression de leur impuissance et le dernier canal d'une révolte autodestructrice [Wacquant, 2004, 148-200 ; Kaufmann, 2005, 217-240]. Avec pour décor les tours délabrées des cités et leurs logements souvent misérables, leurs ascenseurs en panne et leurs couloirs crasseux, et comme seul horizon la concentration, favorisée par une planification urbaine devenue folle, de toutes les formes imaginables de misère au sein d'espaces confinés, la rage de destruction devient explicable et compréhensible, même si elle n'en est pas pour autant excusable.

Du potentiel de conflit à l'escalade – constellations comparées de causes et de problèmes[3]

Les débordements que la France a connus durant l'automne 2005 ont donné lieu à des comparaisons dans toute l'Europe. Alors que les quartiers pauvres des centres-villes aux États-Unis avaient longtemps été considérés, pour des raisons historiques et sociologiques précises, comme des cas de figure fondamentalement différents des situations observables en Europe, une ligne de démarcation supposée infranchissable et jusque-là symbolisée par l'Atlantique semblait soudain se matérialiser au cœur même du continent européen. Car la présupposition de différences ontologiques entre les ghettos français et les quartiers défavorisés en Allemagne ne résiste pas à l'analyse, et nous soutenons ici l'hypothèse selon laquelle les différences dans les formes d'exclusion sociale et géographique entre les deux pays ne sont que de nature *graduelle*. Il importe de distinguer ici analytiquement le phénomène de l'exclusion géographique et sociale des causes des émeutes. S'il est vrai que les deux faces du problème se recoupent dans la pratique, cela ne signifie cependant pas qu'une situation d'exclusion aggravée augmentera automatiquement le risque de débordements, et la comparaison franco-allemande met en lumière la complexité des conditions de l'escalade du conflit. Si l'exclusion géographique et sociale et le contrôle social apparaissent comme des facteurs déterminants du déclenchement des émeutes dans les banlieues françaises, la comparaison avec l'Allemagne – dont les quartiers défavorisés n'ont jusqu'ici jamais connu d'escalade conflictuelle similaire – permet d'identifier trois facteurs supplémentaires à prendre en compte :

Premièrement, le passé colonial confère aux questions de citoyenneté, d'intégration ou de multiculturalisme un relief particulier dans la société française (voir ici les entrées Citoyenneté et Multi-

3. Cette section se fonde en majeure partie sur Keller et Schultheis [2008].

culturalisme). Que les conflits impliquant des minorités ethniques entraînent des débordements répétés dans les pays au passé marqué par la colonisation tels que la France, la Grande-Bretagne, la Hollande ou les États-Unis ne doit rien au hasard [Jacquier, 2006]. Même s'ils ne furent jamais impliqués personnellement dans les conflits coloniaux, les descendants des immigrés portent en eux le souvenir de cette histoire [Lepoutre et Cannoodt, 2005]. Après les émeutes de 2005, certains jeunes issus de l'immigration maghrébine affirmaient combattre aussi pour leurs pères. D'une certaine façon, c'est donc l'ancien conflit entre les colonisés et l'oppresseur militaire, c'est-à-dire la police, qui connaît ici une renaissance. Comment s'étonner, dans ce contexte, que la première réminiscence ait été la guerre d'Algérie lorsque l'état d'urgence fut décrété durant les émeutes de 2005 ? La situation est tout autre en Allemagne, où l'histoire de l'immigration est davantage structurée par des facteurs économiques et politiques.

Deuxièmement, la tradition républicaine française du *jus soli* : une très large majorité des jeunes issus de l'immigration sont des citoyens français, à qui la nationalité française a été accordée en vertu du droit du sol. La promesse d'égalité liée à la citoyenneté s'en trouve renforcée par rapport à ce qui s'observe en Allemagne, où la nationalité n'est en principe accordée qu'à l'issue d'un processus d'intégration sociale de longue haleine. L'Allemagne ne s'est officiellement déclarée pays d'immigration que récemment, avant d'annoncer une réforme profonde du *jus sanguinis* au profit d'un droit fondé sur le principe territorial. Le hiatus entre la citoyenneté garantie sur le papier et la réalité de la marginalisation sociale, l'expérience de se voir systématiquement privé de toute opportunité alors que le discours officiel affirme un principe d'égalité entre égaux, induisent chez l'individu un sentiment de frustration ou une privation relative, au sens que donne Runcimann à ce concept [Tucci et Wagner, 2005]. Enfin, même si elle permet dans une certaine mesure sa réalisation, le désir d'égalité que l'école républicaine française suscite chez les enfants d'immigrés produit des effets semblables, alors qu'en Allemagne la sélection précoce à l'entrée de l'école secondaire limite *de facto* les espérances en la matière. L'écart entre la promesse d'égalité des chances et l'expérience quotidienne de l'absence de perspectives sur le marché du travail se retrouve donc aussi dans l'éducation et reste source de profondes frustrations [Tucci et Groh-Samberg, 2008].

Une troisième différence avec l'Allemagne réside dans le fossé qui sépare les institutions de l'État français et les acteurs de la société civile dans les quartiers, que la faiblesse de leur coopération contribue à élargir. Même s'il existe, dans certains quartiers défavorisés, un

réseau dense d'associations, leurs relations avec l'État sont moins développées qu'en Allemagne [Loch, 2008 ; Neef et Vieillard-Baron, 2008]. La tradition centralisatrice française, qui ne laisse que peu de marges de manœuvre aux instances médiatrices entre citoyens et État, a forgé une culture politique qui, en raison de l'absence d'instances et de pratiques de médiation sociale, n'aborde qu'insuffisamment les conflits et les risques de rupture dans une approche préventive. Les émeutes de 2005 ont cependant permis de constater que les territoires bénéficiant d'un réseau associatif dense, comme les quartiers nord de Marseille, n'ont connu aucun débordement.

Ces trois facteurs laissent entrevoir qu'outre le degré de marginalisation réelle, il faut également compter au nombre des causes de troubles des évolutions historiques spécifiques et, de façon en apparence paradoxale, une concrétisation plus avancée de l'idéal d'égalité dans le cas français. Les indicateurs usuels mis en œuvre par les sciences sociales pour identifier la marginalisation ne fournissent qu'un tableau incomplet de la société. Ce que signifie l'exclusion, et la manière dont elle est vécue comme expérience subjective par les individus, dépendent toujours de représentations sociales de la *normalité* et évoluent donc en fonction de ce que le citoyen estime être en droit d'attendre de la vie ou de ce qu'il ressent comme injustice.

Le statut disparu ou méprisé du travailleur : la fin de la question sociale ?

À l'heure où les hommes jeunes et les adolescents, le plus souvent au chômage ou sans aucune expérience du monde du travail, expriment par la violence leur désespoir dans les rues des banlieues françaises, leurs parents se rendent au travail chez Peugeot, Renault, Michelin et Carrefour, ou reviennent de leur quart. Ces transformations sociales, que les destructions aveugles de voitures ou de bâtiments officiels perpétrées par leurs enfants sur le seuil de leur porte rendent visibles de manière spectaculaire, les ont accompagnés durant toute leur journée de travail. Elles prennent pour ces travailleurs la forme d'un processus rampant, difficilement perceptible, qu'ils ne ressentent le plus souvent que comme un malaise diffus. Tout se passe comme si les événements dans les banlieues françaises mettaient en scène et rendaient visible une révolution silencieuse bien plus profonde que son épiphénomène.

Ce processus est bien décrit dans une étude ethnographique consacrée aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard et représentative

du cas français [Schultheis, 2004, 8-15]. Jusque dans les années 1970, l'ouvrier représentait une catégorie centrale de toutes les représentations politiques et scientifiques de la réalité sociale, ainsi que l'enfant chéri des études en sciences sociales. La sociologie française en particulier lui a consacré un grand nombre de monographies qui, lorsqu'on les lit aujourd'hui, suscitent un sentiment d'étrangeté similaire à celui que l'on retire de la lecture d'impressions socio-historiques enregistrées à une autre époque. Pourtant, le monde ouvrier existe encore, et près de 6,5 millions d'individus appartiennent aujourd'hui à la catégorie "ouvrier", protégée en tant que telle par le droit du travail et des assurances. Cette *qualité négligée* n'est donc pas *quantité négligeable*, même si elle semble avoir massivement perdu en visibilité sociale et en consistance, ce qui n'apparaît pas comme le moindre des paradoxes au chercheur en sciences sociales.

Depuis les années 1980, affirmer que nos sociétés industrielles développées permettent à toutes les catégories sociales de prendre part au bien-être commun constitue l'un des lieux communs du discours en sciences sociales. Conduit par une main invisible, le niveau de vie moyen n'aurait cessé d'augmenter progressivement [*cf.* au sujet de l'"effet ascenseur" (*Fahrstuhleffekt*) Beck, 1986, 121 *sqq*; Guibert et Mergier, 2006]. En l'espace de quelques années, les inégalités ainsi que l'appartenance à une classe ou strate sociale définie auraient perdu toute pertinence pour comprendre la réalité sociale, et ceci de manière durable. Ce processus de nivellement, ou plus exactement de délitement de la structure sociale, constituerait la trame de fond socio-historique permettant d'expliquer de façon plausible la disparition de l'ouvrier du tableau de la réalité sociale et du champ de vision du sociologue.

Ce processus très complexe de redéfinition et de reconstruction collective d'une catégorie autrefois centrale de la réalité sociale ne peut toutefois être réduit à de simples relations de causalité ou résumé par quelques formules choc. Néanmoins, l'expansion spectaculaire du champ culturel dans toutes les sociétés industrielles occidentales à partir des années 1960 et l'ouverture (relative) des systèmes d'éducation aux classes populaires peuvent être identifiés comme des conditions essentielles de la transformation du statut ouvrier esquissée ici.

La détresse sans la vertu : la flexibilisation du salarié "moyen"

Un grand nombre d'études souligne que le statut du salarié, progressivement sécurisé par le droit social du travail depuis la fin du

XIX^e^ siècle, prend aujourd'hui des formes très diverses suivant une logique de dérégulation et d'assouplissements successifs. Des conditions de travail jusqu'ici considérées comme *atypiques* se généralisent progressivement. *Out-placement* et *out-sourcing* permettent de réduire les coûts salariaux du travail alors que l'extension massive du travail intérimaire induit des tendances spécifiques à la précarisation. À ces formes nouvelles se greffe le phénomène du travail temporaire imposé : la flexibilité sur les horaires figure ainsi en première place du catalogue d'exigences des employeurs.

Ce détricotage, ou plutôt cette désinstitutionalisation du statut de l'employé, se double d'une diversification et d'une individualisation massives des conditions salariales. Des employés effectuant côte à côte un travail identique sont ainsi soumis chacun à un droit du travail différent, ce qui ne contribue guère à la solidarité et freine toute appréhension collective des conditions de travail. Cette logique fondée sur le principe "diviser pour régner" entraîne par conséquent une atomisation de la classe des salariés. Tout se passe comme si les sociétés capitalistes traversaient actuellement une phase de profondes transformations, identifiable à une radicalisation de la logique de marché. Celle-ci entraîne *in fine* la restauration de conditions de travail qui étaient celles des débuts du capitalisme, corollaire de la destruction progressive des garanties obtenues à l'issue d'un processus collectif de longue haleine de généralisation de la protection sociale. Cette rupture modifie profondément les exigences normatives auxquelles sont soumis les salariés.

La littérature managériale contemporaine élève au rang de vertu des compétences et savoir-être spécifiques, comme l'ont montré Luc Boltanski et Ève Chiapello dans leurs analyses [Boltanski et Chiapello, 2003]. Quels que soient les détails de son profil, l'employé idéal semble présenter des caractéristiques fixes : il travaille sans cesse et toute sa vie durant à augmenter, ou du moins à préserver, son *capital humain*, somme des capitaux social et culturel incorporés ; il pense et agit dans le cadre de projets à court terme plutôt que d'un plan de carrière englobant l'ensemble de sa vie professionnelle ; il se positionne en fonction de réseaux de relations personnelles (le *capital social* de ressources et de soutien qu'il peut activer) plutôt qu'il ne mise sur des réseaux institutionnels. L'*employable man* évalue enfin sa situation en fonction de la valeur qu'il a sur le marché, mesurable en termes de demande concrète ; il n'aspire donc pas à un statut pérenne, se contente d'un projet de vie constamment redéfini selon la conjoncture ou les opportunités qui se présentent, et ne s'accroche pas à un projet de vie à long terme. Contrairement à l'individu

bourgeois au sens classique, dont les choix sont guidés par les valeurs qu'il considère comme propres à sa position et à son statut, il oriente sa vie en fonction de facteurs extérieurs. De cette façon, l'employé commercialisable, géographiquement mobile et professionnellement flexible parvient à concilier les exigences du monde du travail et la conduite de sa vie privée. Conséquence directe de cette évolution, la vie de l'individu tend à se fragmenter en projets limités dans le temps.

Selon Boltanski et Chiapello [*ibid.*], le nouvel *ethos* du capitalisme s'est forgé dans les agences de consulting et les directions des entreprises. C'est là qu'on a développé le concept de l'*entrepreneur de soi-même universel*, pour lequel la prévoyance personnelle remplace les filets de sécurité collectifs. Développé pour des élites par des élites, cet *ethos* ignore sciemment les possibilités sociales propres à chacun et refoule le fait que la capacité à assurer sa propre protection constitue un privilège, et que pour être en mesure de se prendre en main, l'individu doit disposer des ressources matérielles nécessaires. Or, au sein de notre société contemporaine de l'information hyper-technologique, ces ressources présupposées sont de moins en moins de nature matérielle ou patrimoniale. Elles sont largement tributaires de la personne, que ce soit en tant que capital culturel incorporé ou sous forme de réseaux de relations personnelles et donc de capital social, et doivent remplir les exigences d'une mobilité et d'une flexibilité maximales, caractéristiques essentielles de l'*employable man* contemporain. Il en résulte une exigence étrangement paradoxale: un contexte professionnel de plus en plus éclaté, divisé en projets et garanti uniquement de manière ponctuelle par des contrats à durée déterminée, découle de la promotion et de l'exigence d'une structure de personnalité complexe et de compétences pointues en matière d'action et de gestion personnelle.

En négatif de cette image idéale du nouvel habitus économique élitaire se dessine inévitablement la figure de l'*unemployable man*. L'habitus jusqu'ici classique du travailleur s'avère être le reflet stigmatisé des caractéristiques idéaltypiques de l'*employable man* décrites ci-dessus. Encore connoté positivement hier, le statut du salarié, résultat d'un processus d'institutionnalisation de la qualité de travailleur sur une centaine d'années, se voit brusquement déclassé et ramené au rang de modèle périmé. Les formes de violences structurelle et symbolique vécues par les intéressés sont alors d'autant plus brutales et désarmantes que les promesses et les exigences d'une *société d'individus* structurée par les idéaux de la réalisation et de l'affirmation de soi les pousse à chercher et à trouver en eux-mêmes les raisons de leur échec. La violence symbolique comme forme la

plus subtile de la domination repose en effet sur un mécanisme qui semble contraindre ceux qui y sont soumis à penser que tout se passe "comme il faut" et, dans ce cas précis, à croire sincèrement que chacun est véritablement maître de son destin dans les limites de son champ des possibles.

Toutefois, si cette soumission fataliste au verdict des classifications et des déclassements sociaux s'impose de plus en plus chez l'ouvrier méprisé et chez les représentants de la nouvelle classe de services, les jeunes banlieusards ne semblent pas prêts à accepter l'absence de perspectives qui semble s'imposer à eux.

Visages de la nouvelle question sociale

La *nouveauté* de la question sociale dans sa reformulation actuelle réside, si l'on en croit Dubet et Lapeyronie [1992], dans le remplacement de l'exploitation par l'exclusion. Les personnes marginalisées ne sont plus exploitées, elles sont tout simplement devenues superflues pour le capital et la société [voir aussi Bude et Willisch, 2008].

Toutefois, précarité et alternance entre travail et chômage étaient déjà caractéristiques des classes laborieuses du premier capitalisme industriel, le travail permanent constituant l'exception plutôt que la règle. Cette réalité contribua de manière significative à la formulation par Marx, dans son *Kapital* [1988, 637, 658], de la loi générale de l'accumulation du capital, loi postulant qu'à moyen terme, l'extension du prolétariat conduirait à l'apparition d'une "population ouvrière superflue ou en surplus". Les jugements moraux et la stigmatisation d'une classe comme étant dangereuse, que reflète aussi la catégorie du *Lumpenproleteriat* de Marx et Engels, renvoient cependant jusqu'à nos jours en premier lieu aux groupes sans travail et prétendument indisciplinés des classes dominées. De toute évidence s'opère ici la réactualisation d'une ancienne tradition qui dévalorise et exclut certains marginaux et certains pauvres en raison de la menace qu'ils représenteraient pour la société et que celle-ci n'identifie pas chez les nécessiteux qu'elle juge méritants selon ses propres critères [Geremek et Griese, 1988].

Comme le montre Castel [2000], le début du XIX^e^ siècle a vu la naissance d'une courbe ascendante de régulation et de sécurisation progressives du travail salarié. La courbe s'inverse avec le recul de ces acquis depuis les années 1970 et le travail salarié revient au cœur des débats sur l'inégalité sociale, mais sur fond de différence historique majeure: les sociétés occidentales européennes contemporaines

jouissent d'un niveau de vie bien supérieur à celui du début du XIX[e] siècle et bénéficient désormais d'un État social développé. Or, la question sociale qui se dessine actuellement tourne à nouveau autour de la dérégulation et de la répartition des salaires et remet en question les compromis sur l'État providence de l'après-guerre spécifiques à chaque État.

La politique européenne de lutte contre le chômage des jeunes révèle le rôle des idéologies ainsi que le nouveau visage des élites institutionnelles au pouvoir dans la métamorphose de la question sociale [Lebaron et Schultheis, 2007]. Le langage généré par le nouvel esprit du capitalisme diagnostiqué par Boltanski et Chapiello, qui célèbre les vertus de l'*employability*, de la flexibilité, de la mobilité, de la formation continue et de l'auto-évaluation, fournit les recettes de régulations implémentées dans un premier temps au niveau supranational par les instances européennes. Avec le recul croissant du principe de l'État providence, le principe d'occupation à temps plein devient une référence évidente à ce niveau de régulations supranationales. Toute politique de marché du travail fondée sur la logique néolibérale du *bench marking* et du *best practice* et dirigée vers ce but se voit louée comme allant dans la bonne direction. Qu'il s'agisse de créer des emplois qualifiés en CDI ou des *junk jobs* limités dans le temps, peu qualifiés et soutenus artificiellement par des subventions étatiques, ne fait ici aucune différence. Le discours sur l'*employability* glisse d'un droit au travail garanti par l'État vers la responsabilité de l'individu à créer lui-même sur le marché la demande à laquelle répondra son propre capital humain. Ce revirement radical des représentations que se fait la société des devoirs et des responsabilités respectives de l'État et de l'individu touche durement la jeune génération, surtout lorsqu'elle se découvre mal armée pour faire face à une lutte concurrentielle assimilable au darwinisme social en raison d'un capital social et culturel insuffisant [Schultheis et Schulz, 2005 ; Schultheis et Vuille, 2007].

Dans une perspective sociologique, *précarité* s'avère donc un concept aux facettes multiples, qui subsume une variété de logiques de transformations et de processus sociaux plus ou moins interdépendants et convergents. Au nombre des dimensions sociologiquement significatives de la précarisation se comptent :

– les conditions de travail (affaiblissement de la garantie d'un statut défini par le droit social du travail, imposition et normalisation de conditions de travail que l'on peut décrire comme atypiques) ;

– les conditions matérielles d'existence (baisse du revenu net, diminution du niveau de vie, perte de pouvoir d'achat) ;

– les rapports entre les générations (mobilité intergénérationnelle descendante, précarisation de la jeunesse) ;

– la dévalorisation et la disqualification du statut personnel (inflation des diplômes et dévalorisation du capital scolaire, dévalorisation des compétences professionnelles) ;

– les liens sociaux (affaiblissement de l'intégration familiale, disparition des formes d'organisation et de solidarité collectives) ;

– la perte d'orientations fiables dans la conception d'un projet de vie (anomie) ;

– la perte des identités collectives et du capital symbolique lié à ces identités (perte de reconnaissance sociale) ;

– l'ensemble des déracinements, ainsi que des changements de vie et de statut entraînés par la migration et la mobilité géographique.

De la *précarité* à la *Prekarität* : la situation allemande à la lumière du cas français

Si l'on parle en termes de diagnostic social, le concept *précarité* n'est autre qu'un processus, que décrit de façon plus fidèle le mot *précarisation*. Il se concrétise dans l'effacement des protections que la société garantissait en termes de statut, de situation matérielle, mais aussi de solidarité sociale et de cadre d'orientation ; il suscite des phénomènes de déstabilisation et de désorientation et provoque des symptômes de souffrance liés à l'écart entre les dispositions subjectives (habitus) et les structures objectives de la réalité sociale.

L'historiographie allemande récente propose un riche matériau pour l'établissement de diagnostics sociologiques à ce sujet. La société ouest-allemande a non seulement connu une radicalisation de la logique de marché capitaliste, dans une forme semblable à celle décrite pour le cas français et avec des effets secondaires analogues, mais elle a aussi vu ces bouleversements avoir des conséquences particulièrement dramatiques pour une part non négligeable de sa population actuelle. L'année 1989 reste le symbole d'un changement de régime radical et de portée historique mondiale, qui confronta brutalement des millions d'habitants de l'ancienne RDA à des pratiques économiques et à des formes de relations sociales totalement étrangères à leur vécu individuel comme à leurs expériences collectives des décennies précédentes. Avec l'idéologie communiste s'effondrait un système de représentation du monde, entraînant dans sa chute les valeurs et les repères selon lesquels s'étaient jusque-là définis les individus : ceux d'une société d'égalité et de sécurité, mais aussi du droit au

travail garanti par la législation de l'ex-RDA. Or, lorsque les garanties sociales mises en place par une société sont détruites, le démantèlement de ces garanties ne peut être ressenti que comme une précarisation, car l'habitus des individus les a entre-temps intégrées comme allant de soi [Castel, 2000, 348-413; Herold, 2007, 177]. La radicalisation émergente de l'esprit et de l'agir capitaliste a exacerbé les discordances entre ce monde aux règles nouvelles d'une part et d'autre part les pratiques du quotidien, les convictions morales et politiques, ainsi que les structures de plausibilité et les dispositions comportementales incorporées. Par analogie avec les études menées par Bourdieu sur la société algérienne au temps de la colonisation, la métaphore du "gigantesque laboratoire sociologique" décrit parfaitement la spécificité allemande qui grossit comme une loupe les effets anomiques de l'hystérésis entre habitus et structures sociales objectives ou, autrement dit, les effets dramatiques du décalage entre les habitudes et les attentes des acteurs et les structures sociales dans lesquelles ils sont amenés à agir.

Il y a une cinquantaine d'années, Pierre Bourdieu avait déjà tenté de saisir des formes de transformation radicale de la société au moyen d'interviews standardisées, technique d'enquête qu'il appliqua plus tard avec un même succès alors qu'il préparait *La Misère du monde*. Dans cette étude désormais classique, il espérait dévoiler et rendre compréhensibles, grâce au prisme des expériences quotidiennes subjectives et selon le point de vue du chercheur, des processus macro-structurels complexes. Cette méthode socio-analytique qualitative a entre-temps été appliquée outre-Rhin [Schultheis et Schulz 2005]; elle est actuellement utilisée à titre expérimental et de manière ciblée pour comprendre les expériences subjectives d'individus qui ont vécu le changement de régime entraîné par la chute du Mur alors qu'ils traversaient une phase particulièrement sensible de leur développement personnel et ont dû composer avec les bouleversements profonds entraînés par la *Wende* (le "tournant" politique de l'après 1989). Il ne s'agit évidemment pas de céder ici à une forme de catastrophisme misérabiliste et apocalyptique, mais de saisir les expériences individuelles ambivalentes liées à ce bouleversement, et de montrer que le processus engendre des coûts et pas seulement des bénéfices, dans une proportion qui dépend des conditions de possibilité et des ressources sociales. Âgés d'environ 15-16 ans en 1989, ces individus avaient vécu des phases essentielles de leur socialisation dans le cadre de l'ancien ordre social et déjà intégré l'ancien espace des possibles dans leurs projets de vie subjectifs. Par leur jeunesse cependant, ils achevèrent leur cursus scolaire et firent leur

entrée dans le monde du travail dans des conditions radicalement différentes de celles de la société post-communiste. Les premiers résultats de ces enquêtes montrent l'ambivalence avec laquelle les jeunes Allemands de l'Est assimilent les réalités d'une société du travail en pleine mutation.

Une particularité de l'expérience de la précarité en Allemagne de l'Est réside dans l'émergence d'une précarité tant *morale* que matérielle à la suite du renversement du système de société, comparable à celle que Bourdieu décrivait dans *Algérie 60*. Après la chute du Mur, les jeunes adultes de l'Est purent dans un premier temps se réjouir de l'espace de liberté créé par la société de marché et de consommation: familier à leurs congénères de l'Ouest, il représentait pour eux une nouveauté. Toutefois, ils assistèrent parallèlement à la dévalorisation massive de l'héritage culturel et économique de leurs parents [Herold, 2004, 81-84]. Les jeunes d'Allemagne de l'Est n'étaient pas issus d'une société d'abondance, mais la dévalorisation et la précarisation subies par leurs parents les toucha tout particulièrement, et ils réalisèrent rapidement qu'ils ne pourraient attendre d'eux aucun soutien, en particulier financier. Le but de cette recherche qualitative consiste à saisir, au moyen d'interviews compréhensives, les schèmes d'interprétation et de maîtrise de ces bouleversements dans leur diversité, d'identifier les convergences et divergences structurant les parcours biographiques et de recueillir les traces laissées par ce destin collectif.

Au début de cette analyse, nous supposions que la question sociale du XXI^e^ siècle se manifestait, d'un point de vue phénotypique, sous forme de phénomènes très divers et même hétérogènes, mais que du point de vue génotypique des dynamiques d'évolution historique parallèles et des transformations structurelles homologues de la société étaient à l'œuvre. Partant de ce postulat, il est possible de conclure ces quelques pages en affirmant que la précarisation, en tant que processus de dé-sécurisation collective généré par le démantèlement des institutions et la disparition des pratiques sociales inscrites dans l'habitus qui garantissaient la sécurité, conduit à des phénomènes de désorientation et d'anomie. Ces phénomènes peuvent aussi apparaître en cas d'amélioration des conditions matérielles d'existence, car la précarisation demeure un processus de transformation complexe, dans lequel les dimensions symboliques telles que le statut social, la reconnaissance, l'appartenance et l'identité, lorsqu'elles sont ressenties comme des attentes légitimes et que les acteurs revendiquent, jouent un rôle essentiel. On retrouve ici la distinction entre misère de condition et misère de position que Bourdieu et son équipe établissaient dès *La Misère du monde* [Bourdieu, 1997]. En effet, les

jeunes des banlieues françaises peuvent bénéficier d'une meilleure situation que la génération précédente en matière de possibilités de consommation, tout en se percevant comme défavorisés par rapport à la moyenne des individus issus de leur tranche d'âge. Ce sentiment est renforcé par l'accumulation, encouragée par la croyance dans la méritocratie, de titres scolaires qui se révèlent trop souvent sans valeur. Or, les jeunes des nouveaux *Länder* (régions) issus de l'intégration de l'Allemagne de l'Est à la RFA sont eux aussi nourris des promesses d'un champ des possibles sans limites, alors que leurs expériences sur le marché du travail ne tardent pas à réduire comme peau de chagrin les opportunités qu'on leur a fait miroiter et qui s'avèrent autant de mirages. Qu'ils vivent de ce côté du Rhin ou de l'autre, que le fantôme d'un mur disparu mais qui trace une frontière encore bien réelle les sépare ou non, les jeunes sont confrontés à un modèle concurrentiel qui les incite à faire toute leur vie durant la preuve de leur *employability*, et qui les contraint à se ménager par eux-mêmes des ouvertures sur le marché. Tout se passe comme si les transformations du monde moderne du travail procédaient d'une dynamique commune dépassant les contextes socio-historiques locaux et prenant la forme d'une mercantilisation radicale de la société.

Le concept de *précarité/précarisation*, transposé du discours français dans le contexte allemand, prend ici une orientation propre. Si le concept français décrit un processus de "dé-sécurisation" ainsi que les tendances à la désorientation découlant d'inédites "insécurités après la sécurité" [Castel, 2003], ces conséquences du bouleversement social semblent nettement surdéterminées dans les populations des nouveaux *Länder* après 1989. Ces territoires deviennent autant de laboratoires sociologiques autorisant l'analyse des expériences subjectives ainsi que des réactions à ces expériences potentiellement déstabilisantes et génératrices d'anomie. Les ruptures vécues dans leur parcours biographique par les membres d'une certaine génération, les accommodements par rapport au nouveau monde que doivent accepter ces agents disposant d'une expérience collective spécifique et d'un horizon des espérances communs, tout comme leurs stratégies d'adaptation et leurs résistances, présentent ici un intérêt tout particulier.

Traduit de l'allemand par Fabrice Flückiger

Pour aller plus loin :

BOURDIEU, Pierre (dir.), *Das Elend der Welt. Zeugnisse und Diagnosen alltäglichen Leidens an der Gesellschaft*, Constance, UVK Verlag, 1997.

CASTEL, Robert, *L'Insécurité sociale*, Paris, Seuil, 2003.

SCHULTHEIS, Franz et VUILLE, Michel (dir.), *Entre flexibilité et précarité. Regards croisés sur la jeunesse*, Paris, L'Harmattan, 2007.